



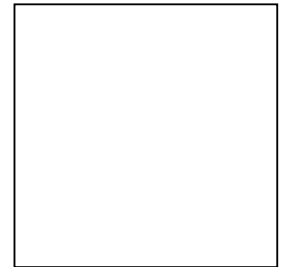
FRANCO BERARDI

# Une politique de l'imagination

**Félix Guattari :** Dans les années 70, l'Italie a été un laboratoire d'innovations sociales, de créativité et de transformations politiques. La société actuelle évolue vers une implosion et une décomposition de tout ce qui a existé durant cette période. Comment as-tu vécu les étapes de ce mouvement ?

**Franco Berardi :** L'histoire du Mouvement autonome en Italie, après 1977, a été marquée de façon très profonde par la répression de 1979. Le 7 avril 1979, tous ceux qui étaient considérés comme les dirigeants de l'Autonomie, dans les différentes villes d'Italie, ont été emprisonnés. C'étaient des intellectuels, des ouvriers, des étudiants. Cette vague d'arrestations a constitué un véritable désastre pour le mouvement, mais aussi pour toute la mouvance de gauche. Cette période a été également celle d'une grande défaite ouvrière avec les 40 000 licenciements chez Fiat, à l'automne 1980.

A partir de ces événements, le mouvement n'a plus été qu'un résidu incapable de concevoir une stratégie politique ou de produire un processus cohérent d'auto-organisation, tant au niveau ouvrier ou intellectuel qu'à celui des médias. De l'expérience du mouvement, il ne restait guère que la pratique clandestine des Brigades rouges et de quelques autres groupes armés qui, peu à peu, perdirent tout contact avec la réalité sociale et s'enfermèrent dans un délire politique. C'est alors, aussi, que fut promulguée la loi sur les « repentis ». Elle a produit un effet terrible sur le mouvement et sur l'ensemble de la société italienne, l'amenant à modifier sa façon de vivre et



**Franco Berardi**  
dit Bifo, philosophe à  
Bologne.

**Il anime la collection**  
*A Traverso*, ainsi que  
**le mouvement**  
**Cyberpunk italien.**

Cet entretien, où Félix Guattari interroge Franco Berardi sur la situation italienne, a été réalisé à Paris, le 10 décembre 1991.

de penser son propre passé, son histoire. On assistait à un véritable refoulement de toute l'expérience politique du mouvement et, plus grave encore, de toute l'activité culturelle qui avait marqué les années 70.

Le début des années 80 a connu un autre processus social très important : l'apparition des télévisions privées issues de l'empire financier et communicationnel Berlusconi. Sur un certain plan idéologique – l'émancipation des moyens de communication, la fin du monopole d'Etat –, ce groupe pouvait apparaître comme l'héritier de la vague libertaire du mouvement des radios libres. Mais il a su parfaitement la détourner au profit d'une politique contraire, et en faire un rouage actif de ce qui n'est qu'une culture du cynisme, du refoulement et, pire encore, de « la privatisation » complète de la vie et de la communication. Les années 80 ont ainsi connu, dans le même temps, la défaite de toute perspective d'auto-organisation sociale et la construction de cet empire financier. Ce double mouvement représente les prémices de la situation que nous vivons aujourd'hui [pour rappel : fin 1991. NDLR]

Dans la seconde moitié des années 80, et dans un climat de reprise économique, nous avons eu l'impression que le « néolibéralisme », incarné par le Parti socialiste en la personne de Bettino Craxi, pouvait prendre la consistance d'une perspective dominante et créer un consensus, malgré cette privatisation de la culture et la destruction de tous les liens sociaux et culturels. Mais, ces deux dernières années, la crise économique et la récession se sont profilées à l'horizon et l'apparente paix sociale consensuelle, toujours dominée par le cynisme socialiste et cet empire financier de la communication, a commencé à se déchirer.

A partir de 1989, on assiste à la crise du Parti communiste. Lors de l'écroulement de l'empire soi-disant socialiste, le groupe dirigeant du PC décide de rompre, non sans douleur, avec le fonctionnement stalinien traditionnel. Il se dissout et donne naissance au Parti démocratique de la gauche. Mais une de ses tendances, revendiquant la tradition communiste, refonde une espèce de Parti communiste « à la française », prosoviétique, nostalgique du vieil appareil. Par le passé, le PCI avait représenté jusqu'à 30 % de la population italienne.

C'était une force sociale considérable. L'opération lancée par Occhetto a mis fin à cette tradition communiste en Italie. En même temps, il est difficile de regretter la disparition d'un PC qui a joué un rôle décisif dans la répression du Mouvement autonome des années 70. S'appuyant alors sur la politique dite de « compromis historique », il a été incapable de concevoir un projet répondant à la mutation de la société italienne et en particulier à la récession économique qu'elle subissait.

Quel est aujourd'hui l'enjeu principal de la vie politique en Italie ? Depuis un an, c'est celui de « la réforme institutionnelle », c'est-à-dire un changement dans les rapports de forces qui gouvernent actuellement l'Italie. Tout doit concourir à « débloquer » la démocratie italienne – selon l'heureuse expression du Parti démocratique de la gauche et de la presse. Comment y parvenir ?

Deux types de projets s'affrontent sur ce terrain.

Je définirais le premier comme un projet néo-autoritaire. Il est incarné par le Président de la République et soutenu par le PS de Craxi. Il bénéficie de l'appui d'un phénomène nouveau, les « Liges du Nord », qui sont des formations politiques régionalistes, hostiles à l'immigration, qu'elle vienne de l'étranger ou du sud de l'Italie, et qui mènent une véritable politique raciste. La troisième force engagée dans cette perspective présidentialiste est le Mouvement social italien, qui est le parti fasciste.

Le second type de projet est soutenu par le Parti démocratique de la gauche et la Démocratie chrétienne. Il s'oppose à l'hypothèse présidentielle néo-autoritaire sans proposer pour autant d'alternative.

On assiste actuellement à une désagrégation de tous les mécanismes institutionnels. Par exemple, le président de la République s'est opposé simultanément et de façon violente au Parlement italien, au gouvernement démocrate chrétien, au parti de la Démocratie chrétienne, et surtout au Parti démocratique de la gauche. Le combat entre les deux types de projets politiques suit donc son cours. Le Parti démocratique de la gauche a réclamé l'« impeachment » du président de la République. La Démocratie chrétienne, dont le président est issu, a elle-même demandé, bien que timidement, la démission de Francesco Cossiga. Il ne faut pas oublier que celui-ci

était ministre de l'Intérieur dans les années 70 et, à ce titre, considéré comme le responsable direct de la politique de répression menée par la Démocratie chrétienne et par le PCI. On l'a toujours tenu pour le responsable moral des 170 assassinats de jeunes autonomes, étudiants et ouvriers, commis par la police lors d'affrontements de rues entre 1974 et 1979 (tels Francesco Russo, Giorgiana Masini, Pietro Bruno et de nombreux autres). On se souvient que la loi « Réal » permettait à la police d'utiliser les armes dans les affrontements de rue.

**F. G. :** En complicité avec la loge P2 ?

**F. B. :** Ça, c'est un autre chapitre qui rend la situation encore plus complexe. Dans le front du « compromis historique » des années 70, cohabitaient des éléments de stalinisme et des éléments de répression classique de type Démocratie chrétienne. La loge P2 jouait tout à la fois un rôle interne dans ce front et un rôle autonome dans la perspective présidentielle. Son projet et son discours étaient ceux d'un nouvel autoritarisme, fondé sur la création d'une république présidentielle. Le passage à la « Deuxième République » n'était que le prétexte à la création d'une formule parlementaire où le Président posséderait un véritable pouvoir politique. Il ne faut pas oublier qu'en Italie la figure du président de la République est complètement symbolique. C'est totalement différent de ce qui se passe en France, puisque le Président est censé ne jamais prendre position en faveur, ni contre, les forces politiques parlementaires.

Aujourd'hui, quinze ans après, nous pouvons constater que le projet de la loge P2 est en passe de se réaliser. Ce qui est nouveau et très déconcertant, c'est qu'il n'est pas porté par le « compromis historique », c'est-à-dire les forces traditionnelles de la politique clientéliste italienne, mais par le nouvel autoritarisme – représenté par Craxi, Cossiga et les ligues – qui n'est, au fond, que le prolongement de la politique de la loge P2.

Au niveau culturel, on retrouve cette même opposition entre une politique de l'efficacité représentée par le Parti socialiste, à l'intérieur du parti présidentiel par Cossiga lui-même et par les Ligues, et une politique clientéliste.

Ainsi la spécificité italienne contre-réformiste, catholique et mafieuse subsiste. Et qui la remet aujourd'hui en cause ? Non pas un parti démocratique, mais, au contraire, un parti qui représente le petit industriel fasciste du nord ou les carabinieri.

Il y a dix jours, Cossiga a tenu un très long discours devant les carabinieri (qui sont une police militaire et font donc partie de l'armée). Il leur a dit : « C'est vous qui devez me juger et non le Parlement ». Le lendemain, l'instance représentative et politique des carabinieri a déclaré : « Il ne faut pas abuser de la patience des carabinieri, le Parlement est complètement pourri... » En temps normal, on considérerait qu'il s'agit là d'un coup d'Etat. Le président de la République – autorité institutionnelle s'il en est – fait appel à l'armée contre une autre institution. Mais il ne faut pas dramatiser. En Italie, personne ne prend plus au sérieux personne. Tout se joue de façon symbolique. Mais cette symbolique est dangereuse car la loge P2 est très bien représentée au sein de l'armée. Aujourd'hui, tout cela nous amuse mais avec l'armée on ne sait jamais et, d'ici quelques mois, on pourrait bien passer du sourire à la grimace. Cependant, je ne pense pas que nous encourons le risque d'une prise de pouvoir par les militaires. Le vrai problème reste le déplacement du débat politique vers un projet de type néo-autoritaire, associé à de forts éléments de régionalisme raciste : revendication de la particularité du Nord contre le Sud, réglementation de l'entrée du territoire pour les travailleurs étrangers, répartition des finances nationales favorisant le Nord contre le Sud. Un tel projet autoritaire, aux plans économique, social et institutionnel, passe par une menace « golpiste ». Pour faire face à cette situation, aucune opposition sociale ne se constitue. C'est un trait remarquable de la situation politique italienne de ces dernières années. La dissolution et la crise du PC, la destruction complète du mouvement d'auto-organisation sociale ont créé à gauche une espèce de vide, une absence de résistance antiautoritaire. Evaluer les forces qui pourraient constituer une opposition sociale est une question qui ne se pose même pas.

Le seul facteur susceptible de modifier cette conjoncture politique reste la situation internationale. Le processus

d'homogénéisation européenne aura peut-être quelque effet, mais c'est la crise de l'Est européen qui pourrait être déterminante. La Yougoslavie, par exemple, peut jouer un rôle dans la politique tant étrangère qu'intérieure de l'Italie.

**F. G. :** On retrouve toujours le même paradoxe. Dans cette confusion gravissime, l'Italie continue de se développer comme un grande puissance industrielle. On dit même qu'elle est en train de dépasser l'Angleterre du point de vue du PNB. Comment vois-tu cela ? Il existe un capitalisme mafioso d'un grand dynamisme.

**F. B. :** On a toujours pensé la mafia comme un résidu précapitaliste, la persistance d'un parasitisme préindustriel. Ce fut vrai jusqu'en 1960-70. Mais, dans les années 80, un changement s'est accompli. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène spécifiquement italien mais d'un processus qui se développe un peu partout, à un niveau international, que ce soit aux Etats-Unis ou dans les pays de l'Est. Le rôle de la mafia s'est déplacé au fur et à mesure que le capitalisme dépassait la phase industrielle et entrait dans celle de la finance et de la communication. Pour comprendre comment Berlusconi a pu créer son pouvoir financier, il faut connaître les relations qui existent entre Berlusconi, la mafia et la Loge P2. On voit ainsi d'anciens noyaux de la société italienne, appartenant au cadre précapitaliste, voire parasitaire, devenir progressivement des forces significatives de l'économie italienne. Mais ce à quoi tu faisais allusion, le grand enrichissement de la société, appartient déjà au passé.

Dans les années 80, le capitalisme italien a bénéficié du travail au noir et de tout ce qu'on appelait « l'économie souterraine ». Cette marge de manœuvre est en train de s'amoinrir. Le discours sur la moralisation de la vie publique et de la finance cherche à réduire le poids de l'économie souterraine, devenue aujourd'hui économie « criminelle ». Il existe des régions entières comme la Sicile, les Pouilles ou Bari qui vivent du trafic de l'héroïne. Dans les indicateurs économiques officiels, Palerme est située comme la septième ville parmi les plus pauvres. Pourtant, la vente des produits et voitures de luxe montre que c'est une des plus riches d'Italie. Le Sud, dans les années 80, a changé radicalement de visage et

d'une façon telle qu'aucun indicateur officiel ne saurait en rendre compte. D'après ces sources, il n'y a eu ni industrialisation ni réduction du chômage. Or on évalue la main-d'œuvre embauchée par la mafia à 400 000 personnes : gardiens de parkings, intermédiaires commerciaux, producteurs ou distributeurs d'héroïne. C'est la principale industrie du pays.

**F. G. :** Oui, mais ça ne rend pas compte du fait que l'Italie reste une grande puissance industrielle. Une entreprise de 400 000 employés n'est pas un simple phénomène de marginalité économique.

**F. B. :** Au Etats-Unis et en Angleterre, on perçoit depuis deux ans les effets de la récession. En Italie, ce processus est moins sensible grâce à la résistance qu'oppose cette espèce de tissu souterrain ou criminel. En matière d'économie officielle, les prévisions de ces dernières années sont très inquiétantes. Il est question d'un déficit budgétaire qui nous entraîne vers une quasi-faillite de la finance étatique.

**F. G. :** L'intégration européenne de l'Italie, de ce point de vue-là, pourrait être compromise ?

**F. B. :** C'est en effet le thème des partis moralisateurs. Beaucoup de forces, surtout de gauche, disent : « Si nous continuons ainsi, nous ne ferons pas partie de l'Europe ». J'ignore quel lien existe entre l'économie italienne et son processus d'intégration dans l'Europe, mais j'ai l'impression qu'un tel discours est faux. L'économie de corruption a longtemps été une spécialité italienne mais, aujourd'hui, elle prend un caractère planétaire. Je ne suis donc pas certain qu'un discours visant à moraliser l'économie soit fondé. Je vois bien quelle est sa fonction politique ou idéologique, mais je doute que l'avenir de l'économie italienne soit dans la moralisation. Nous avons vu que l'économie a pu progresser dans les années 80 grâce à l'économie criminelle et qu'elle a alors produit une situation de plein emploi. Tout cela se termine.

L'été dernier, au moment de l'arrivée massive des Albanais, la réaction des autorités italiennes a été très violente. Elles étaient terrifiées. Le mot « invasion » a été couramment utilisé par la presse. Et pourtant ce n'était que l'avant-garde

d'une armée que nous n'aurons ni la capacité économique ni surtout la capacité sociale et culturelle d'affronter. Nous commençons à percevoir les conséquences de cet événement avec, aux dernières élections, la percée de la Ligue lombarde : la Ligue a gagné dans une ville lombarde avec 24 % des voix ; certains prévoient jusqu'à 25 à 30 % dans des villes comme Milan ; au niveau national, la Ligue peut parvenir à 15 % des voix, ce qui représente le poids électoral de l'ex-PC. C'est le seul véritable phénomène nouveau de la politique italienne. La Lombardie est la région la plus européenne, la plus développée, celle où l'idéologie de l'efficacité est la plus forte ; c'est la région des « véritables travailleurs ». Un parti régionaliste est né, qui se pose d'emblée le problème de bloquer l'immigration de l'étranger et d'instaurer des règles nouvelles pour l'immigration interne au pays. Par exemple, une proposition de la Ligue lombarde – insensée sans doute, mais bien réelle – consiste à bloquer l'immigration des enseignants. Ceux-ci doivent être recrutés sur une base régionale : on ne peut enseigner en Lombardie que si l'on est lombard depuis deux générations. C'est le parti de l'efficacité moderniste et du régionalisme xénophobe. C'est un phénomène du Nord, et au Sud il y a la mafia. Nous sommes face à deux réalités locales qui procèdent de façon opposée mais homogène au niveau politique. Au Sud, la mafia s'est approprié la finance et le rapport finance/politique. Au Nord, la Ligue demande que l'Italie se libère de la mafia, que la force financière soit concentrée au Nord et que l'Etat arrête le flux d'investissements vers le Sud. La question « finance et politique » est donc celle qui départage les jeux de pouvoir entre ces deux partis de la mafia et de la Ligue xénophobe.

**F. G. :** L'Italie a été un grand laboratoire de l'économie souterraine et de la créativité dans les années 70. Elle reste encore le laboratoire de ce qui nous menace avec la montée du FN en France, des mafias en URSS... Dans ta description, tu apportes des éléments très inquiétants mais qui n'excluent pas des phénomènes de régulation, de retournement politique, voire même de rétablissement de la situation.

**F. B. :** Sur ce point, toute analyse politique dépasse le cadre de l'Italie. C'est précisément le rôle du politique qui est en



cause. Le passage à l'économie mondiale, le rapport entre économie et technologie, économie et finance sont autant de mutations ingouvernables par la seule politique – au sens qu'eut ce mot, de Machiavel jusqu'à Lénine et, de fait, jusqu'à voici quinze ans, c'est-à-dire la capacité de gouverner une partie significative de la réalité sociale dans l'océan des relations humaines et de l'imaginaire. Aujourd'hui, le poids spécifique du pouvoir politique est dérisoire face à la création des réseaux spontanés, souterrains. En Italie, la politique a toujours eu un rôle très particulier. Nous pouvons prendre pour exemple la vocation mafieuse de la Démocratie chrétienne qui, par le biais de la finance publique, achète le consensus du Sud. Longtemps le rapport entre politique et société a été assujéti au primat de la finance et des investissements étatiques. Tout ça est en train de voler en éclats. Lorsque nous parlons de la crise du champ socialiste, il nous faut penser aussi à cet aspect. Le socialisme est issu de la capacité violente que possède un gouvernement d'imposer une direction à des processus sociaux et de les maintenir dans des limites précises. Lorsque ces limites explosent, une situation nouvelle surgit qui est la résultante de la communication planétaire, de la circulation d'un imaginaire planétaire. Si l'on attend aujourd'hui de la politique une régulation rationnelle de la réalité sociale, on se trompe complètement.

A un moment, je me suis posé le problème de mon rapport avec l'ex-PC. Je n'avais pas été particulièrement ami des communistes dans les années 70. Mais dès que Occhetto a dit : « On va dissoudre le Parti », j'ai considéré que c'était à prendre au sérieux car un phénomène nouveau pouvait émerger. Pendant six mois, j'ai suivi ce processus. J'ai participé à des rencontres très officielles avec le Parti démocratique de la gauche. Finalement, tout a échoué du fait d'une arriération politique. La culture de ce parti issu de la crise du PC ne lui a pas permis d'apprécier le nouveau rapport entre société et politique. Le niveau des analyses du parti d'Occhetto aujourd'hui est le suivant : « Il faut faire une réforme institutionnelle et démocratique, contre la réforme institutionnelle autoritaire ». Or le problème ne se pose pas en termes de réforme institutionnelle. La forme institutionnelle de l'Etat italien n'est pas en cause. Il faudrait plutôt apprécier le poids

dont peut disposer la politique face au changement social et quel rôle les progressistes, intellectuels ou libertaires, peuvent jouer à l'intérieur de la société. Nous sommes face à une alternative : soit nous parvenons à nous poser le problème à l'intérieur même de la subjectivité de la société nouvelle, soit nous continuons à considérer qu'il relève du seul gouvernement politique, et alors nous avons perdu. Le nouveau parti « néo-communiste » a perdu d'avance car c'est le terrain même sur lequel d'emblée il s'est situé qui est faux.

**F. G. :** A un certain moment, tu avais eu quelques espoirs du côté des écologistes.

**F. B. :** J'ai participé en 1986-87 aux activités politiques des écologistes. Et j'ai l'impression que ce mouvement continue à être un référent très important de la politique italienne et européenne. Mais je ne crois pas à la possibilité de transformer la mouvance écologiste en parti politique. Chaque fois que ce passage du terrain social et culturel au terrain politique a été tenté (c'est l'expérience allemande), nous avons perdu la capacité de déterminer des effets réels et nous nous sommes retrouvés sur un terrain où nous étions perdants d'avance. Je ne dis pas qu'il ne faille pas s'engager au niveau politique, mais si on le fait, il faut savoir que ce qu'on a, par le passé, appelé « politique » est fini. La notion de politique comme capacité rationnelle de gouverner un processus social s'est déplacée à un autre niveau, essentiellement celui de l'imaginaire social. Le mouvement écologiste a produit des effets formidables sur l'imagination sociale, sur la communication, mais il n'a jamais eu la capacité d'utiliser la machine politique. En Allemagne, ce sont dix ans de pratiques sociales qui ont produit un parti politique. En Italie, c'est un parti politique qui a tenté de produire un mouvement social, et il a échoué.

**F. G. :** Le cinéma italien est moribond. Où en est le mouvement culturel en Italie ?

**F. B. :** C'est le seul point sur lequel je sois optimiste. La défaite politique du Mouvement révolutionnaire autonome a été complète. Mais il existe aujourd'hui un certain nombre de jeunes réalisateurs qui sont issus de 1977, (année plus importante pour nous que 1968). Ils étaient trop jeunes pour avoir

participé au mouvement de 68 et se sont trouvés plongés dans celui de 77 comme dans une aventure nouvelle. Ils s'y sont investis, mais sans excès, et n'ont pas subi les effets de la lutte armée. Ces jeunes réalisateurs ont essaimé dans les sphères de la communication sociale et de l'animation culturelle. Aujourd'hui, ce sont eux qui font face à la production télévisuelle. Ils sont par exemple à l'origine de l'expérience de la troisième chaîne de la RAI qui a produit des émissions intéressantes, comme *Samarcanda* qui représente un phénomène important : c'est une émission hebdomadaire en direct. Lors de l'arrivée des Albanais, l'équipe est allée sur place à Bari et a interrogé les émigrants, les gens de la rue...

Cette génération est moins présente à l'intérieur de la presse qu'au sein de la RAI et du cinéma, où l'on rencontre beaucoup de gens de trente ans très créatifs. On parle beaucoup du phénomène Moretti. Je n'aime pas trop ses films, mais je pense que le ton politique qu'il y apporte est important. Il a dit : « Il faut renouveler notre conception de la distribution et surtout de la production ». Il est parti du fait qu'il existe beaucoup de bons réalisateurs avec peu de moyens financiers, et il a essayé de coordonner ce réseau de capacités.

**F. G. :** Un réseau de diffusion alternatif ?

**F. B. :** Oui. Il possède déjà des salles. Je suis convaincu que pour créer des phénomènes nouveaux susceptibles de transformer la société de l'intérieur, le point de départ ne sera plus la politique mais la communication. Je la considère aujourd'hui comme l'instrument de direction de la société. Elle tient la place occupée autrefois par la politique. Si nous persistons à vouloir créer un front de résistance politique, nous n'aurons aucun résultat.

J'appelle communication le processus de création de ce qu'on attend du monde. C'est la production du désir, dans un sens très concret. C'est l'imagination de ce que je souhaite comme avenir.

**F. G. :** Une utopie ?

**F. B. :** Oui, une utopie qui deviendrait topie, qui deviendrait une réalité possible. La production de cette attente, de ce désir est le travail de la communication.

La revue *Ario*, à la création de laquelle j'ai participé récemment, a été financée par deux agences de publicité. Ce sont elles qui nous ont proposé de créer quelque chose qui parle de l'imagination du futur. Comme ce sont des publicitaires gauchistes et créatifs, ils nous ont demandé d'imaginer ce que pourrait être la publicité du futur. Nous avons saisi l'occasion. Deux numéros de la revue sont sortis et ils ont connu une certaine audience. De toute évidence, ce que nous élaborons est autant un laboratoire d'expérimentation qu'une production de désir. La publicité est le terrain sur lequel on produit le désir du futur. C'est à ce niveau qu'il faut s'investir, Nous savons comment la publicité a fonctionné jusqu'à présent, mais nous ignorons ce qu'elle sera demain. La publicité n'est pas figée. C'est un processus sur lequel nous pouvons agir pour en infléchir l'avenir, de façon radicale.

**F. G. :** Dès septembre 1977, le problème s'est posé d'opérer une jonction entre le Mouvement et les forces politiques constituées. Nous nous sommes trouvés isolés de façon dramatique par rapport au Parti communiste, aux syndicats et aux forces urbaines de Bologne et des autres grandes villes d'Italie. Quelle que soit aujourd'hui la situation fluide et floue dont tu parles, et qui pourrait concourir à une recomposition dans le domaine de la communication, l'échéance d'une recomposition politique existe, non pas à l'échelle d'un pays mais à l'échelle européenne. Et ça reste une donnée fondamentale, même si nous ne possédons à ce jour aucun élément de réponse.

**F. B. :** Septembre 1977 a été un moment important car c'est le début de la défaite. A l'époque, nous devions affronter un front complètement homogène de répression. J'ai toujours eu la conviction que nous avons perdu non parce que le front de la répression était trop fort mais parce que nous avons été stupides, nous nous sommes trompés de champ de bataille. L'ensemble du mouvement a cru qu'il s'agissait de passer à une phase supérieure de lutte politique alors qu'il aurait fallu déclarer la fin de cette lutte et commencer à combattre sur le terrain de l'imaginaire et de la communication. En septembre 1977, la revue *A Traverso* disait déjà : « S'il-vous-plait, ne prenez pas le pouvoir ».

**F. G. :** Tu ne peux pas non plus abandonner le terrain politique à la mafia, Le Pen ou aux ligues. Ils te laisseront volontiers le terrain de l'imaginaire mais garderont celui du pouvoir.

**F. B. :** Est-ce que l'imagination est fondée sur le pouvoir ou est-ce que le pouvoir est fondé sur l'imagination ? Je crois que dans la société dans laquelle nous vivons le pouvoir est fondé sur l'imagination. Si tu es capable de créer une imagination raciste ou mafieuse, tu peux gagner au niveau du pouvoir politique. En 1977, nous pouvions quitter le terrain du combat politique. Nous étions engagés dans un combat contre le « compromis historique » et nous l'avons gagné. Nous avons gagné au plan politique mais nous avons perdu le véritable combat, celui que Berlusconi a gagné.

**F. G. :** Je crois qu'il serait faux d'opposer une révolution moléculaire – dans le domaine de ce que tu appelles l'imaginaire – à une recomposition des forces politiques capables de s'affirmer à l'échelle européenne, voire même à l'échelle planétaire. Il faudrait arriver à tenir ensemble ces deux domaines contradictoires qui doivent rester dissensuels. Il reste à forger des machines politiques capables de s'affirmer dans le contexte de la mass-médiatisation de l'opinion, des relations internationales, des enjeux écologiques, démographiques, économiques...

**F. B. :** Je ne veux pas les opposer. Je me demande plutôt quelles sont entre eux les relations de détermination ? Je ne veux pas devenir mécaniste mais je pense qu'il fut une période de l'histoire moderne où la prise du pouvoir politique impliquait celle du champ imaginaire. Lorsqu'on possédait le pouvoir politique, on avait la capacité de commander aux machines de production de désir. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans la situation inverse : toute transformation de la société passera par une prise de pouvoir dans la sphère de la communication. C'est une conception que, dans les années 70, nous avons repris de livres comme *L'anti-Œdipe* ou *La révolution moléculaire*. Nous avons tenté de faire passer cette conception nouvelle dans le mode de pensée italien qui était sourd, dogmatique et « politicard ». Nous disions : « C'est l'imaginaire qui doit

conduire la politique ». C'est précisément là que nous avons perdu. Nous avons échoué à réinvestir les énergies du mouvement libertaire dans une prise de pouvoir sur la communication.

